

## POLICY BRIEF

# Accès et utilisation des services d'information sur l'eau et le climat au Bénin : Améliorer la participation des femmes et de leurs organisations aux processus de prise de décision et de choix

### Introduction

Au Bénin, l'égalité entre les hommes et les femmes est inscrite dans la Constitution du pays. De même, l'Etat béninois a ratifié les principaux traités et conventions internationaux et régionaux qui promeuvent l'égalité de genre. Cependant, en dépit de toutes les dispositions juridiques prises, les femmes continuent d'être sous-représentées dans les instances de prise de décision au niveau de l'administration publique d'une part, ainsi que des ménages et communautés, d'autre part.

Au niveau des ménages et des communautés, les valeurs socio-culturelles régissant l'interaction dans les communautés et dans les familles concentrent le pouvoir de décision au niveau des hommes. Cette forte prédominance de l'homme dans le processus décisionnel au foyer, au sein des groupes socioculturels ou dans la communauté, entraîne parfois des violations des droits des femmes et des filles. Ainsi, de nombreuses formes d'inégalités s'observent également dans l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat à toutes les échelles. Pour adresser ces inégalités, le PNE-Benin en collaboration avec le Partenariat Mondial de l'Eau en Afrique de l'Ouest (GWP-AO) et les partenaires de mise en œuvre du Programme Eau Climat Développement et Égalité des Genres (WACDEP-G) au Bénin, a conduit l'initiative d'évaluation des lacunes et des inégalités de genre existantes qui limitent la participation des femmes aux processus de prise de décision relatifs à l'accès et à l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat, assortie de la définition de leurs besoins y relatifs en renforcement de capacités. L'évaluation a passé en revue la situation au niveau national mais s'est appesantie sur la portion béninoise du bassin de la Volta notamment celle des communes de Copargo et de Tanguéta.

Ce document d'orientation politique donne un aperçu des services d'informations sur l'eau et le climat et présente les principales inégalités et les obstacles des femmes à l'accès et l'utilisation desdits services. Les axes de renforcement des capacités des femmes sont alors définis à l'intention des différents acteurs (secteur public et société civile) en vue d'un soutien et accompagnement technique pour l'amélioration de la participation des femmes et de leurs organisations aux processus de prise de décision dans l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat.

### **1. Des services d'informations sur l'eau et le climat inclusifs pour une meilleure adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta**

Au Bénin où l'agriculture est essentiellement pluviale, le secteur agricole fait partie des secteurs les plus vulnérables au changement climatique. Les métiers les plus exposés aux risques climatiques sont ceux de petit exploitant agricole, éleveur et pêcheur (MEHU, 2011<sup>1</sup>). Les femmes sont doublement affectées au regard de leur rôle dans la communauté. En effet, elles sont plus vulnérables que les hommes, en grande partie parce qu'elles représentent la majorité des pauvres dans le monde et dépendent

---

<sup>1</sup> Deuxième communication nationale de la République du Bénin sur les changements climatiques (MEHU, 2011). Récupéré de <https://unfccc.int/resource/docs/natc/bennnc2f.pdf>

davantage des ressources naturelles menacées<sup>2</sup>. Dans des conditions climatiques extrêmes, comme les périodes de sécheresse et les inondations, les femmes tendent à travailler plus pour garantir leurs moyens de subsistance, ce qui leur laisse moins de temps pour se consacrer à la formation et à l'éducation, au développement des compétences ou pour percevoir un revenu.

Les risques climatiques majeurs qui impactent les modes et moyens d'existence des populations du bassin de la Volta<sup>3</sup> sont : les pluies tardives, les poches de sécheresse, les vents violents, la chaleur excessive et l'amenuisement des nappes phréatiques. Les manifestations de ces risques climatiques ont engendré au cours des trois dernières décennies de nombreux impacts, en l'occurrence la baisse des rendements agricoles, la perturbation des calendriers agricoles, la baisse des niveaux d'eau dans les barrages, la réduction de la nappe phréatique pour l'approvisionnement en eau potable, la prolongation de la période d'étiage, la submersion des berges, etc.

L'adoption de la production et de la diffusion des informations climatiques est une des pistes pour une meilleure adaptation des hommes et des femmes face aux effets néfastes du climat. Ainsi, dans le cadre du développement du plan de contingence national, un système d'alerte précoce opérationnel est soutenu par les structures en charge d'informations sur l'eau et le climat.

### **1.1. Le Plan de contingence National**

Le Bénin dispose d'un plan de contingence adapté à la subdivision administrative de son territoire. Le plan de contingence est un outil de réponse en cas de situation d'urgence qui permet de gérer l'information et développer un plan de réponse immédiate à partir des différents secteurs d'activités (alimentation et nutrition, eau, hygiène et assainissement, santé, communication et média, éducation, protection, abris et logistique).

Le mécanisme de fonctionnement du plan de contingence prévoit que le premier responsable de la gestion des situations de crises ou de catastrophes dans sa localité, en cas de situation d'urgence, est le chef de village ou de quartier. Il fait appel au Maire lorsqu'il est dépassé. La commune dispose d'un Plan de contingence communal pour gérer des situations de crises et de catastrophes. Lorsque la gestion de la situation dépasse la commune, le niveau supérieur qu'est la préfecture est sollicité. Celui-ci sollicite le niveau national en cas de besoin et les réponses sont apportées à différents niveaux. La figure 3 ci-dessous illustre par échelle d'ordre décroissant le responsable de la gestion des crises et de catastrophes selon sa compétence technique et administrative. L'autorité hiérarchique est sollicitée si le premier responsable est limité techniquement et ou financièrement dans son intervention de gestion de crises.

---

<sup>2</sup> <https://www.un.org/fr/chronicle/article/le-femmes-dans-le-contexte-des-changements-climatiques>

<sup>3</sup> Rapport de la Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe (2019-2030)

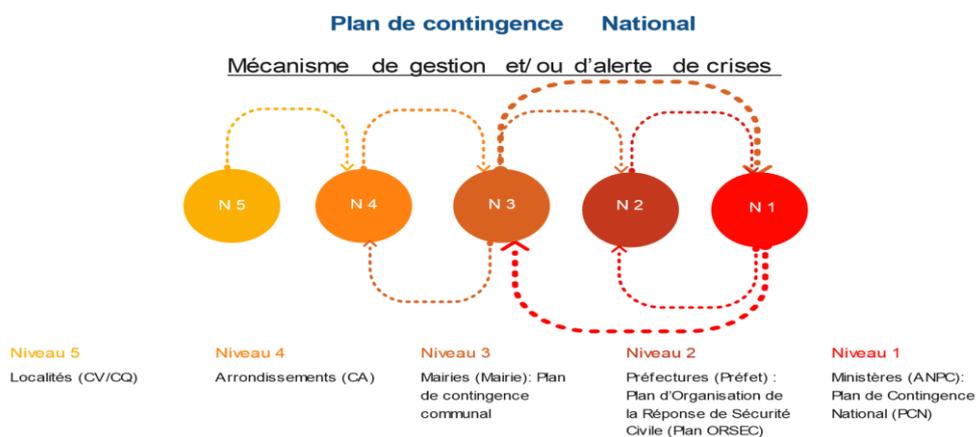


Figure 1: Mécanisme de gestion et/ou d'alerte des crises

## 1.2. Structures en charge des informations sur l'eau et le climat et les canaux de diffusion

Plusieurs structures au Bénin interviennent dans la production, la diffusion et la consommation de l'information sur l'eau et le climat et empruntent divers canaux de communication (figure n°1).

### Les services d'information sur l'eau et le climat et les canaux de diffusion

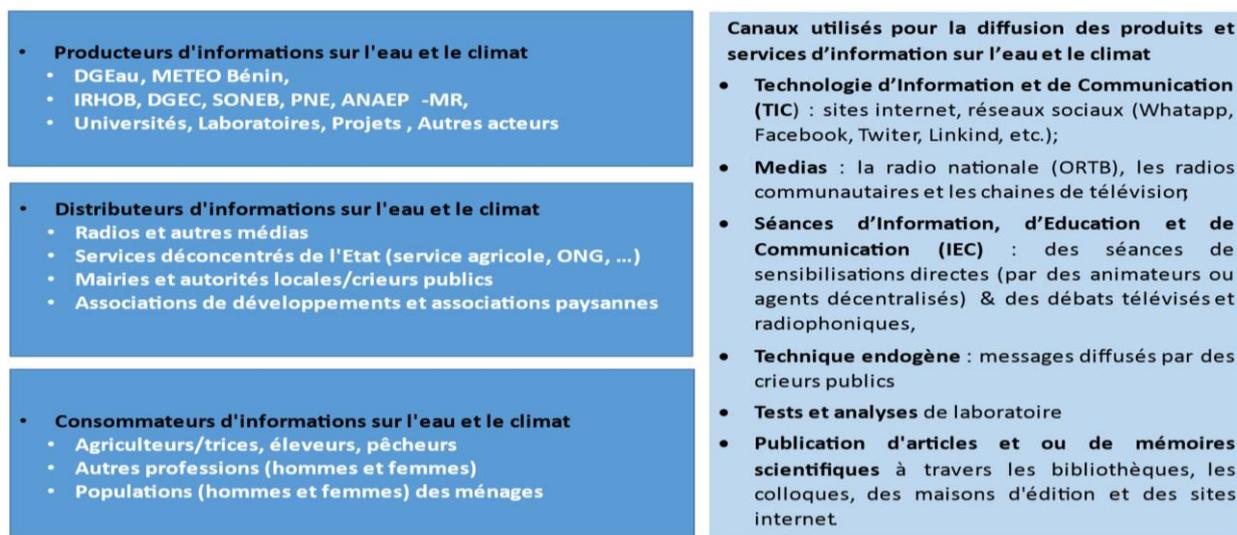


Figure 2: Service d'information sur l'eau et le climat : les canaux de diffusion

## 1.3. Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) en cas de catastrophes liées à des aléas hydro climatiques

La Cellule Interinstitutionnelle de Prévision et d'Alerte (CIPA)<sup>4</sup> est chargée d'assurer une collaboration étroite en matière de projections sur l'évolution du climat, d'évaluation de ses incidences et de stratégies visant à prévenir les catastrophes. Elle est composée de (i) l'Agence Nationale de Météorologie (Météo Bénin), (ii) la Direction Générale de l'Eau, et (iii) l'Institut de Recherches

<sup>4</sup>La CIPA est créée par une note de service n° 008/MERPMEDER/DG-EAU/DNP/CNP SAP/GAF/Ass CNP du 29 août 2014 du Directeur Général de l'Eau, en sa qualité de Directeur National du Projet SAP Bénin. La CIPA comprend 10 membres provenant des institutions sectorielles compétentes dans la collecte, l'analyse et la prévision des risques.

Halieutiques et Océanographiques du Bénin (IRHOB). La CIPA a pour mandat «la surveillance des données hydrométéorologiques et océanologiques (extrêmes) en vue de déclenchement d’alertes aux risques concernés : sécheresses, inondations, niveau de la mer, vents forts et érosion côtière ». La CIPA assure la diffusion des alertes par le circuit normalisé de communication et d’alerte d’hydro-climatique selon le Mode Opérateur Normalisé (MON) dont la figure 2 ci-dessous présente le mécanisme de diffusion de ses alertes.

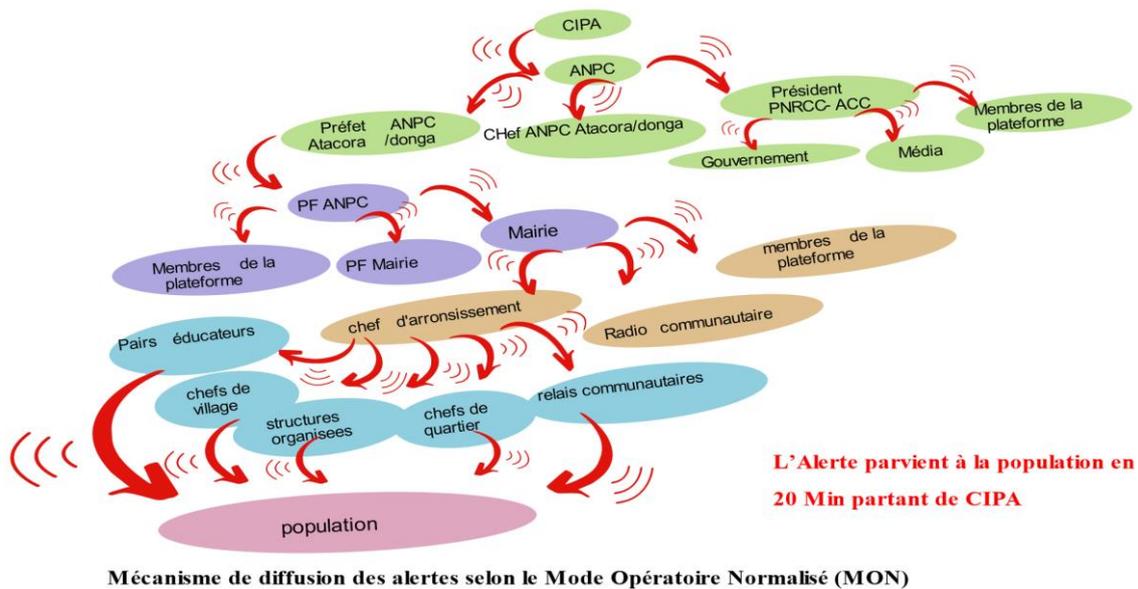


Figure 3: Mécanisme de diffusion des alertes selon le Mode Opérateur Normalisé (MON)

La diffusion des informations en cas d’alerte implique différents acteurs aux niveaux national, départemental, communal et local. Ainsi en une durée de 20 minutes, la transmission de l’alerte reçue par l’Agence Nationale de Protection Civile (ANPC) peut parvenir à la population. Les différents acteurs du MON fonctionnent suivant un circuit constitué de quatre niveaux d’intervention :

- Au niveau national, l'ANPC reçoit l’alerte de la CIPA et la transmet (i) d'une part au préfet et au chef de l'ANPC de la zone et (ii) d'autre part au président de la Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe et d'Adaptation au Changement Climatique (PNRRC-ACC) pour diffusion.
- Au niveau départemental, le point focal départemental de l’ANPC reçoit l'alerte de son chef de zone et/ou du préfet la transmet au niveau local au maire et au point focal de la mairie concernée pour diffusion.
- Au niveau de la commune, le maire ou le point focal de la mairie transmet l'alerte à la fois au chef d’arrondissement, à la radio communautaire et aux membres de la Plateforme municipale et locale.
- Au niveau de l'arrondissement, le chef d'arrondissement transmet à son tour l'alerte aux chefs de villages, aux relais communautaires, aux chefs de quartier, aux pairs éducateurs et aux structures organisées à la base qui la reproduisent à leur tour au niveau de la population en utilisant tous les canaux de diffusion appropriés notamment les crieurs publics.

## 2. Accès des femmes et leurs organisations aux informations sur l’eau et le climat

Dans le bassin de la volta au Bénin et particulièrement dans les communes de Tanguiéta et de Copargo, les femmes qui ont besoin des informations sur l’eau et le climat font principalement les activités agricoles, la transformation agroalimentaire et le commerce. Ces femmes sont regroupées dans les

associations professionnelles. Toutefois, les groupements de femmes sont quasiment informels ; ce qui constitue un obstacle pour leur participation aux décisions dans les communes.

Au niveau national, les femmes qui participent à la production et à la diffusion des informations sur l'eau et le climat sont des employées dans les administrations publiques ou dans les structures non étatiques (privées, ONG, etc.) des secteurs de l'eau et de l'assainissement ainsi que de l'environnement et du climat. Le Réseau Béninois des Femmes Professionnelles du secteur de l'Eau et Assainissement (RBFPEA) est un acteur important pour mobiliser les femmes professionnelles, et renforcer leur leadership et leur visibilité dans le secteur. Il n'y a pas une association professionnelle équivalente dans le secteur de l'Environnement et du Climat. Un réseau d'ONG pour la promotion du leadership féminin et pour la diffusion des informations sur le genre, l'eau et le climat n'est pas encore créé mais pourrait naître à partir de l'initiative GREEN AMAZONE<sup>5</sup>. Celle-ci est un programme qui a formé une quinzaine de jeunes femmes de quinze ONG sur le genre et le leadership climatique entre 2021 et 2022.

Les organisations des femmes du secteur de l'eau et climat sont de plusieurs catégories selon que l'on se trouve au niveau national ou communal. Les informations produites par Météo Bénin répondent aux attentes des femmes et de leurs organisations. Toutefois, les canaux de diffusion de ces informations sont peu connus ou peu adaptés. Les femmes sont confrontées à plusieurs types d'obstacles qui limitent leur accès en informations et leur participation à la prise de décision sur l'eau et le climat.

### **3. Obstacles à l'accès des femmes et de leurs organisations à l'information sur l'eau et le climat**

Il ressort de cette étude que les femmes sont conscientes des effets du changement climatique puisqu'elles en subissent les conséquences dans leurs activités productives et reproductives. Elles sont très intéressées par les informations publiées par Météo Bénin et par le système d'alerte précoce (SAP). Cependant l'accès à ces informations est limité par une série de contraintes tant au niveau individuel, relationnel, culturel et structurel. **Les principaux obstacles auxquels elles sont confrontées sont notamment (i) le faible niveau d'instruction de la majorité des femmes, (ii) la non-possession des actifs de communication, (iii) l'absence des femmes et ou de leurs groupements aux instances de prise de décision et (iv) la non-régularité d'informations/formation.** Ces éléments sont des facteurs limitant le choix et l'utilisation des informations relatives à l'eau et au climat chez les femmes. D'autre part la faible visibilité des services, la globalisation des informations (sur un grand espace comme le département) et les canaux de diffusion utilisés peu adaptés aux réalités (disponibilité d'équipements et tranches de diffusion) restreignent l'accès des femmes aux services d'information sur l'eau et le climat.

Les femmes du Réseau Béninois des Femmes Professionnelles du secteur de l'Eau et Assainissement (RBFPEA) ont accès à l'information sur l'eau et le climat de façon individuelle. Le réseau ne mène pas des activités de diffusion ou de production de l'information. Il a besoin d'un renforcement des capacités sur les questions de genre et leadership climatique.

La synthèse des lacunes et inégalités de genre qui limitent la participation des femmes et de leurs organisations aux processus de prise de décision et de choix sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat au Bénin est présenté dans le tableau 1.

---

<sup>5</sup> <https://kparonbaaru.mondoblog.org/programme-green-amazones-la-thematique-genre-et-projet-daction-climatique-boucle-la-serie-de-formation/>

Tableau 1 : Synthèse des lacunes et des inégalités de genre qui limitent la participation des femmes et de leurs organisations aux processus de prise de décision et de choix sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat au Bénin

Niveau	Interne	Externe
Individuel	<p><b>Capacités individuelles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible niveau d'instruction (67% des femmes sont sans niveau d'instruction)</li> <li>• Exposition à aucun média très élevé (57% des femmes entre 2017-2018, contre 42% des hommes<sup>6</sup>)</li> <li>• Faible intérêt des femmes à suivre les informations</li> <li>• Peur de parler en public</li> <li>• Faible estime de soi</li> <li>• Faible capacité à participer aux organes de prise de décision</li> <li>• Faible compréhension des questions climatiques par les femmes et leurs organisations</li> <li>• Faible prise de conscience des femmes de leur responsabilité sur les questions climatiques</li> <li>• Faible leadership des femmes</li> </ul>	<p><b>Relations (interpersonnelles, au sein d'une organisation, au sein du ménage)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible exposition des femmes aux médias</li> <li>• Faible possession des téléphones par les femmes</li> <li>• Manque d'autonomie des femmes en matière d'utilisation des téléphones et des radios (interdiction du mari d'utiliser le téléphone)</li> <li>• Forte dépendance de la femme en matière d'accès à l'information, de participation à des réunions ou d'appartenance à des comités de gestion</li> <li>• Faible prise de conscience de l'intérêt de se faire enregistrer en tant que groupements</li> <li>• Peur des hommes d'être dépassés par les femmes qui handicapent l'évolution économique des femmes et leur épanouissement social</li> </ul>
Collectif	<p><b>Normes, cultures, croyances</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Femmes très occupées par les travaux domestiques</li> <li>• Croyances : c'est l'homme qui achète la radio ; les femmes n'ont aucun intérêt à acheter un poste radio</li> <li>• C'est la responsabilité de l'homme de planifier les travaux champêtres</li> <li>• Valorisation de la soumission de la femme à son conjoint</li> <li>• Faible valorisation des modèles féminins (femmes leaders)</li> <li>• Faible culture de partage de l'information (journée de l'environnement, ...)</li> <li>• Tendance haussière de la non-exposition des femmes et des hommes aux médias</li> </ul>	<p><b>Systèmes et Organisations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible visibilité des services de production et de diffusion de l'information sur l'eau et le climat</li> <li>• Bulletin sur la météo non accessible aux populations rurales majoritairement non alphabétisées (les canaux de diffusion non adaptés : radio, TV, internet)</li> <li>• MON n'intègre pas les organisations faitières des femmes</li> <li>• Absence d'une organisation des femmes qui s'occupe des questions de l'environnement et du climat, au niveau national</li> <li>• Faible responsabilisation des femmes dans les administrations de l'Eau et du Climat</li> <li>• Couverture limitée des réseaux GSM notamment en milieu rural</li> </ul>

<sup>6</sup> INStad, Cinquième Enquête Démographique et de Santé au Bénin (EDSB-V), 2019

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de stratégie de partenariat entre Météo Bénin et les autres acteurs pouvant faciliter la diffusion de l'information sur l'eau et le climat (PNE-Bénin, radios communautaires, RBFPEA, ONG engagées dans les questions des femmes ou de climat, faitière des organisations paysannes des femmes, ...)</li> <li>• Faible priorisation de l'accompagnement des groupements des femmes pour la formalisation.</li> </ul>
--	--	---

#### 4. Axes de renforcement des capacités des femmes en matière de prise de décision et de choix sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat

Pour réduire les lacunes et les inégalités de genre qui limitent la participation des femmes et de leurs organisations aux processus de prise de décision et de choix sur l'accès et l'utilisation des services d'information sur l'eau et le climat au Bénin, cinq axes de renforcement des capacités des femmes ont été identifiés :

- (i) **la disponibilité de l'information adaptée à la zone d'étude** : doter METEO Bénin des équipements permettant de produire et de diffuser des informations journalières adaptées au contexte de chaque commune ;
- (ii) **l'accessibilité de la bonne information à travers les canaux de diffusion appropriée** : radio communautaire, séances de sensibilisation, crieurs publics ;
- (iii) **l'opérationnalisation du SAP communautaire** (i) en formant les points focaux ANPC communaux, les élus locaux et les femmes leaders sur l'eau et climat (ii) en créant des services d'information climatiques en langues locales et en les diffusant à travers les messages audios ; associer les femmes leaders (des groupements des femmes) ;
- (iv) **le leadership des femmes et la masculinité positive tant au niveau local que national** en (a) accompagnant les femmes du réseau RBFPEA, celles du MCVDD et celles des ONG à créer un cadre d'échanges et de plaidoirie sur le leadership climatique ; (b) accompagnant les groupements des femmes à se formaliser et à porter leurs membres pour participer dans les instances de prises de décision des coopératives et associations mixtes ;
- (v) **les partenariats entre acteurs pouvant faciliter la diffusion de l'information** sur l'eau et le climat (en particulier entre Météo Bénin, PNE, radios communautaires, RBFPEA, ONG, faitières des organisations paysannes des femmes, mairies, ...).

#### 5. Actions à mener pour opérer le changement transformateur de genre (CTG) en matière d'accès à l'information et à la prise de décision sur l'eau et le climat

La synthèse des actions à mener pour opérer le changement transformateur de genre (CTG) en matière d'accès à l'information et à la prise de décision sur l'eau et le climat, est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : **Synthèse des actions à mener pour opérer le changement transformateur de genre (CTG) en matière d'accès à l'information et à la prise de décision sur l'eau et le climat**

Niveau	Interne	Externe
Individuel	<p><b>Capacités individuelles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer et dérouler un module de sensibilisation des femmes sur le leadership féminin</li> <li>• Renforcer les capacités des femmes ainsi que de leur organisation sur les questions climatiques</li> <li>• Recenser les femmes leaders des communautés et les former sur le plaidoyer en matière d'accès à l'information sur l'eau et le climat</li> <li>• Sensibiliser les femmes sur l'importance de suivre les informations (radio, TV, etc.) et l'importance dans le développement de leur leadership de s'acheter un poste radio</li> </ul>	<p><b>Relations (interpersonnelles, au sein d'une organisation)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer les « écoles des maris » pour sensibiliser les hommes sur l'entraide familiale, la confiance mutuelle des conjoints, la scolarisation des filles et des hommes, etc.</li> <li>• Sensibiliser les hommes sur l'importance de la participation des femmes dans les organes de gestion des organisations mixtes ou féminines</li> <li>• Sensibiliser les hommes sur l'importance de l'utilisation libre du téléphone par la femme</li> <li>• Organiser des plaidoiries par les femmes leaders pour convaincre les hommes à laisser les jeunes femmes utiliser librement les téléphones et écouter la radio</li> <li>• Accompagner les groupements féminins à se formaliser en vue d'améliorer leur participation dans les organes de gestion des organisations faitières</li> </ul>
Collectif	<p><b>Normes, cultures, croyances</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser les actions de valorisation des femmes leaders dans les communautés et au niveau national</li> <li>• Organiser des actions de valorisation de la masculinité positive (les modèles d'hommes qui appuient leurs femmes dans les travaux domestiques, qui encouragent le leadership des femmes)</li> <li>• Préparer et dérouler un module de formation/sensibilisation des mères et des pères sur la scolarisation des filles et des garçons</li> <li>• Célébrer autrement la journée internationale de la femme en partageant des informations sur le climat, en rendant visibles les femmes engagées sur la question de l'eau et du climat</li> </ul>	<p><b>Systèmes et Organisations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer une base des données des organisations locales et les ONG qui interviennent sur l'eau et le climat,</li> <li>• Renforcer la coopération METEO Bénin et les autres acteurs pouvant faciliter la diffusion de l'information sur l'eau et le climat (PNE-Bénin, radios communautaires, RBFPEA, ONG engagées dans les questions des femmes ou de climat, faitière des organisations paysannes des femmes)</li> <li>• Produire et diffuser des informations météo avec des supports audio pour la population rurale (par les radios communautaires,</li> <li>• Intégrer les présidentes des associations féminines et/ou autres membres des bureaux dans les dispositifs de diffusion des informations sur l'eau et le climat</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"><li>• Créer un groupe WhatsApp pour les présidentes des associations des femmes dans les communes pour diffuser les informations sur l'eau et le climat auprès des femmes</li><li>• Former les femmes du RBFPEA sur les questions de changement climatique,</li><li>• Former les femmes du secteur de l'environnement et du climat sur le leadership féminin</li><li>• Prioriser l'accompagnement des groupements des femmes pour la formalisation des groupements de productions</li></ul>
--	--	---